

**SYNDICAT MIXTE FONTENAY SUD-VENDEE**  
**L'an deux mille vingt-cinq le 12 du mois de NOVEMBRE**  
**À 14 heures 30 s'est réuni le Comité Syndical**  
**dûment convoqué à la Communauté de Communes du Pays de Fontenay-Vendée,**  
**Salle du Conseil, 16 rue de l'Innovation, 85200 FONTENAY LE COMTE**

## Ordre du jour

- 1) Installation d'un nouveau délégué
- 2) Constatation du quorum, désignation du secrétaire de séance, suppléances et pouvoirs
- 3) Election d'un nouveau Deuxième Vice-Président
- 4) Approbation du procès-verbal du Comité syndical du 17 septembre 2025
- 5) Compte-rendu des :
  - 5.1 décisions du Président
  - 5.2 réunions du Bureau
- 6) Demande de subvention d'équipement pour la participation à la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
- 7) Protection sociale complémentaire – participation au financement volet « santé » - procédure de labellisation
- 8) Adhésion au contrat groupe d'assurance des risques statutaires mis en place par le Centre de Gestion
- 9) Rapport d'Orientation Budgétaire 2026
- 10) Questions diverses
- 11) Agenda

## **PRESENTS :**

### **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FONTENAY -VENDEE**

ARNAUDEAU JEAN-MARIE	DELEGUE TITULAIRE
BAUDRY YVES	DELEGUE TITULAIRE
BIRE MICHEL	DELEGUE TITULAIRE
BOUCHER YVES-MARIE	DELEGUE TITULAIRE
CELLIER NICOLAS	DELEGUE TITULAIRE
FROMAGET MARIE-THERESE	DELEGUEE TITULAIRE
GERMAIN YVES	DELEGUE TITULAIRE
GUILLON FRANCIS	DELEGUE TITULAIRE
HERAUD MICHEL	DELEGUE TITULAIRE
MAROT ROGER	DELEGUE SUPPLEANT
PAGEAUD LIONEL	DELEGUE TITULAIRE

### **COMMUNAUTE DE COMMUNES VENDEE-SEVRE-AUTISE**

BAUDRY-LOIGEROT MARIE-CHRISTINE	DELEGUEE TITULAIRE
BETEAU PASCAL	DELEGUE SUPPLEANT
DAVID DANIEL	DELEGUE TITULAIRE

### **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LA CHATAIGNERAIE**

CHATELLIER CHRISTIAN	DELEGUE TITULAIRE
GUENION CHRISTIAN	DELEGUE TITULAIRE
GIRAUD JEAN-MARIE	DELEGUE TITULAIRE

lesquels forment la majorité des membres du Comité syndical en exercice :

Délégués en exercice	32
Nombre de délégués présents requis pour le quorum	17
Délégués présents	17
Délégués votants	20
Pouvoirs	3
Absents	1

## 1 – INSTALLATION D'UN NOUVEAU DELEGUE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Electoral et notamment ses articles L. 273-5 et L. 273-10 ;

VU les statuts du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement ;

CONSIDERANT la démission de M. Valentin JOSSE de son poste de délégué titulaire au sein du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement ;

CONSIDERANT la délibération de la Communauté de communes Pays de la Châtaigneraie désignant :

- M. Guillaume GALLAIS en tant que Délégué Titulaire ;

M. le Président déclare membre du Comité Syndical :

- M. Guillaume GALLAIS en tant que Délégué Titulaire ;

installé dans ses fonctions.

### APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 31-25) :

- **DE PRENDRE ACTE** de l'installation de :
  - M. Guillaume GALLAIS en tant que Délégué Titulaire ;
- **DE PRENDRE ACTE** du tableau récapitulatif actualisé des Délégués au sein du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement reproduit ci-dessous :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
ARNAUDEAU Jean-Marie	BERLAND Benoît
BAUDRY Yves	BOBINEAU Joël
BIRE Michel	BOUCHER Cécile
BOUCHER Yves-Marie	BOUILLAUD Stéphane
CELLIER Nicolas	COULON Anne-Marie
DUPAS Laurent	FOULONNEAU Matthieu
FOURAGE Hugues	HUETZ Anne
FROMAGET Marie-Thérèse	LEGAL Pierre

<b>GERMAIN Yves</b>	<b>LEGERO</b>
<b>GUILLON Francis</b>	<b>MACORPS Jean-Paul</b>
<b>HERAUD Michel</b>	<b>MAROT Roger</b>
<b>HOCBON Ludovic</b>	<b>MAZOUÉ Dominique</b>
<b>PAGEAUD Lionel</b>	<b>POUZET Michel</b>
<b>RIVIERE Francis</b>	<b>RAGUIN Pierrette</b>
<b>SAVINEAU Michel</b>	<b>RIDEAUD Daniel</b>
<b>VERGNAUD Benjamin</b>	<b>ROY Sébastien</b>
<b>BAUDRY-LOIGEROT Marie-Christine</b>	<b>THIBAUT Denis</b>
<b>BORDET Bernard</b>	<b>MASSON-SOULARD Catherine</b>
<b>DAVID Daniel</b>	<b>BETEAU Pascal</b>
<b>DURAND Jean-Jacques</b>	<b>POITIERS Patrice</b>
<b>GUILLON Stéphane</b>	<b>RECEGANT Didier</b>
<b>LA MACHE Denis</b>	<b>MONTAMAT ÉLIANE</b>
<b>POUPLIN Adeline</b>	<b>CARTRON David</b>
<b>RENAULT Claudy</b>	<b>RINEAU Annie</b>
<b>BARREAU Laurent</b>	<b>AUBINEAU Corinne</b>
<b>GALLAIS Guillaume</b>	<b>LESAUVAGE Ghyslaine</b>
<b>CHATELLIER Christian</b>	<b>LELOT Christine</b>
<b>GUENION Christian</b>	<b>MAURIN Emmanuel</b>
<b>BRIFFAUD Louis-Marie</b>	<b>BECOT Pascal</b>
<b>GOURMAUD Yvon</b>	<b>GOURMAUD Damien</b>
<b>GIRAUD Jean-Marie</b>	<b>MARQUIS Jean-Pierre</b>
<b>CRABEIL Damien</b>	<b>AUBINEAU Corinne</b>
<b>MOTTARD Daniel</b>	<b>MOTTARD Bernard</b>

## 2 – CONSTATATION DU QUORUM, DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE, SUPPLÉANCES ET POUVOIRS

**Président de la séance :** M. BOUCHER YVES-MARIE, Président du Syndicat mixte

### Constatation du quorum

Pour rappel, le quorum doit être constaté au début de chaque séance, ainsi qu'à l'ouverture de chaque point de l'ordre du jour. Il requiert la présence physique à la séance de la majorité des membres du syndicat mixte en exercice (plus de la moitié des sièges soit au moins 17 membres), qu'ils soient titulaires ou suppléants.

Effectif présent : 17

### Suppléances et pouvoirs

Les délégués suppléants ne sont pas rattachés nominativement à un délégué titulaire. A défaut de suppléant, le délégué titulaire peut aussi donner pouvoir écrit à un autre délégué titulaire de son choix (ce délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir, remis au Président au plus tard en début de séance).

Suppléances :

- M. BETEAU Pascal, délégué suppléant de M. RENAULT Claudy ;

Pouvoirs remis :

- M. VERGNAUD Benjamin, délégué titulaire, donne pouvoir à M. BIRE Michel délégué titulaire ;
- M. GALLAIS Guillaume, délégué titulaire, donne pouvoir à M. CHATELIER Christian délégué titulaire ;
- M. BRIFFAUD Louis-Marie, délégué titulaire, donne pouvoir à M. GUENION Christian, délégué titulaire ;

### Désignation du secrétaire de séance

#### APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 32-25) :

- **DE DESIGNER** M. HERAUD Michel délégué titulaire, Secrétaire de séance pour :
  - assister le Président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins,
  - contrôler l'élaboration du procès-verbal de séance et le signer,
  - signer les délibérations à intégrer au registre.

## 3 – ELECTION D'UN NOUVEAU DEUXIEME VICE-PRESIDENT ET D'UN MEMBRE DU BUREAU

VU la délibération n°11-23 du 26 avril 2023 portant élection des vices-présidents ;

CONSIDERANT la démission de M. Valentin JOSSE de son poste de délégué titulaire au sein du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée emportant vacance du poste de deuxième vice-président ;

CONSIDERANT que « le Président, les Vice-Présidents et les Membres du Bureau sont élus par le Comité Syndical, selon les dispositions des articles L.2122-4, L.2122-5, L.2122-7 et L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. » ;

#### APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 33-25) :

- **DE PROCEDER** à l'élection du deuxième vice-président

## ELECTION DU DEUXIEME VICE-PRESIDENT :

- Candidat à cette fonction : M. CHATELLIER Christian

### Résultats du premier tour de scrutin

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote .....	0
b. Nombre de votants (enveloppes déposées).....	20
c. Nombre de bulletins blancs.....	1
d. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral).....	0
e. Nombre de suffrages exprimés (b - ( c+ d )).....	19
f. Majorité absolue.....	11

a obtenu :

NOM et PRENOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
M. CHATELLIER Christian	19	dix-neuf
	**	*****

VU les résultats du scrutin ;

M. CHATELLIER Christian ayant obtenu la **majorité absolue** est proclamé **DEUXIEME VICE-PRESIDENT** du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement.

CONSIDERANT que M. CHATELLIER Christian DEUXIEME MEMBRE du BUREAU du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement laisse de facto sa place vacante.

- **DE PROCEDER** à l'élection du troisième membre du Bureau

## ELECTION DU TROISIEME MEMBRE du BUREAU :

- Candidat à cette fonction : M. GUENION Christian

### Résultats du premier tour de scrutin

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote .....	0
b. Nombre de votants (enveloppes déposées).....	20
c. Nombre de bulletins blancs.....	1
d. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral).....	0
e. Nombre de suffrages exprimés (b - ( c+ d )).....	19
f. Majorité absolue.....	11

a obtenu :

NOM et PRENOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
M. GUENION Christian	19	dix-neuf
	**	*****

VU les résultats du scrutin ;

M. GUENION Christian ayant obtenu la **majorité absolue** est proclamé **TROISIEME MEMBRE** du BUREAU du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement.

Les séances publiques du Comité Syndical donnent lieu à l'établissement du procès-verbal synthétique par le secrétaire de séance. Le procès-verbal fait mention de la procédure de la séance et du contenu des délibérations ainsi que des différentes questions abordées lors de la séance. Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Comité Syndical qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent. Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant. Le procès-verbal est ainsi soumis à l'approbation des élus présents lors de la séance, à la suite de la prise en compte de leurs remarques (CE, 10 février 1995, Com. De Coudekerque-Branche, req. n° 147378).

L'article 1 de l'ordonnance n° 2021-1310, portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, modifie l'article L. 2121-15 du CGCT, applicable par renvoi aux syndicats mixtes fermés (art. L. 5711-1 du CGCT) :

- conséquemment à la suppression du compte rendu des séances, le procès-verbal de séance est, à compter du 1er juillet 2022, le seul document officiel par lequel sont retranscrits et conservés les échanges et décisions des assemblées délibérantes locales ;
- le procès-verbal de chaque séance est rédigé par l'un des secrétaires, puis il doit être arrêté, c'est-à-dire validé sans aucun formalisme particulier, au commencement de la séance suivante puis signé par le président et le secrétaire ;
- le procès-verbal est ensuite publié sous forme électronique (site internet) avec mise à disposition du public d'un exemplaire papier. Le syndicat a également obligation de conserver l'exemplaire original sur support papier ou sur support électronique. Toute personne physique ou morale dispose en effet d'un droit de demander la communication des procès-verbaux en application des conditions définies par les dispositions des articles L. 311-9 et suivants du code des relations entre le public et l'administration (CRPA).

M. le Président rappelle que le procès-verbal de la séance du 17 SEPTEMBRE 2025 a été précédemment transmis, et demande si les conseillers souhaitent formuler des observations en vue de son approbation.

\* \*  
\*

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 34-25) :**

- **D'APPROUVER** le procès-verbal de la séance du Comité syndical du 17 septembre 2025 sans observations.

**5.1 – COMPTE- RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT DU COMITE SYNDICAL**

**Décisions**

Décision	Néant
----------	-------

\* \*  
\*

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 35-25) :**

- **DE PRENDRE ACTE** des décisions prises par le Président du Comité syndical.

**5.2 – COMPTE- RENDU DES REUNIONS DU BUREAU DU COMITE SYNDICAL**

Compte-rendu	Néant
--------------	-------



**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 36-25) :**

- **DE PRENDRE ACTE** des comptes-rendus du Bureau du Comité syndical.

**6 - DEMANDE DE SUBVENTION D'EQUIPEMENT POUR LA PARTICIPATION A LA REVISION DU SCoT**

**Exposé des motifs :**

Le Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement porte la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), prescrit en comité syndical le 29 janvier 2025. Cette révision nécessite un accompagnement technique et financier des communautés de communes membres, afin de garantir une répartition équitable des coûts liés aux études réalisées par le bureau d'études.

À la suite d'une procédure de marché public, le groupement de commande mandaté par le cabinet EAU Aménagement a été retenu pour accompagner le syndicat mixte dans cette démarche, pour un montant de 190 149,25 € HT.

La répartition des coûts entre les communautés de communes membres est calculée sur la base de deux critères :

- Superficie (40%)
- Population (60%)

Cette répartition aboutit aux pourcentages suivants :

- Communauté de Communes Pays de Fontenay-Vendée : 47,9%
- Communauté de Communes Vendée Sèvre Autise : 25,9%
- Communauté de Communes Pays de la Châtaigneraie : 26,3%

Le planning prévisionnel des dépenses liées aux études du bureau d'études est le suivant :

<b>Année</b>	<b>Détail des dépenses (HT)</b>	<b>Montant total (HT)</b>
<b>2025</b>	60 % de la phase Diagnostic (facturation en décembre 2025)	34 747,50 €
<b>2026</b>	40 % restants de la phase Diagnostic (facturation en mars 2026) + 100 % de la phase PAS (facturation en juin et octobre 2026) + 70 % de la phase DOO (facturation en décembre 2026)	108 118 €
<b>2027</b>	30 % restants de la phase DOO (facturation en février 2027) + 100 % de la phase Arrêt de projet	47 283,75 €

Une subvention de l'État à hauteur de 50 % est sollicitée pour couvrir ces dépenses et viendra diminuer d'autant la participation de chacun des EPCI membres.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement portant sur la prescription de la révision générale du SCOT Sud-Est Vendée,

VU la délibération du Syndicat Mixte Fontenay Sud Vendée Développement portant sur la révision générale du SCoT – Attribution du marché.

CONSIDERANT la nécessité d'une répartition équitable des coûts entre les communautés de communes membres,

CONSIDERANT le planning prévisionnel des dépenses et la possibilité d'une subvention de l'État à hauteur de 50%,

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 37-25) :**

- **DE SOLLICITER** les EPCI membres du syndicat mixte pour contribuer financièrement à la phase Diagnostic du SCoT. Cette participation constitue une subvention d'équipement versée par les EPCI membres du syndicat mixte, répartie de la manière suivante :
  - Communauté de Communes Pays de Fontenay-Vendée : 47,9%
  - Communauté de Communes Vendée Sèvre Autise : 25,9%
  - Communauté de Communes Pays de la Châtaigneraie : 26,3%
- **DE DIRE** que les EPCI sont appelés à verser les sommes nécessaires aux paiements des phases de dépenses liées aux études menées par le bureau d'études suivant le planning prévisionnel suivant :

Année	Détail des dépenses (HT)	Montant total (HT)
2025	60 % de la phase Diagnostic (facturation en décembre 2025)	34 747,50 €
2026	40 % restants de la phase Diagnostic (facturation en mars 2026) + 100 % de la phase PAS (facturation en juin et octobre 2026) + 70 % de la phase DOO (facturation en décembre 2026)	108 118 €
2027	30 % restants de la phase DOO (facturation en février 2027) + 100 % de la phase Arrêt de projet	47 283,75 €

Ce qui représente par EPCI :

- 2025 :
  - o Communauté de Communes Pays de la Châtaigneraie : 9 091,77€ HT
  - o Communauté de Communes Pays de Fontenay-Vendée : 16 651,10€ HT
  - o Communauté de Communes Vendée Sèvre Autise : 9 004,63€ HT
- 2026 :
  - o Communauté de Communes Pays de la Châtaigneraie : 28 326,92€ HT
  - o Communauté de Communes Pays de Fontenay-Vendée : 51 788,52€ HT
  - o Communauté de Communes Vendée Sèvre Autise : 28 002,56€ HT
- 2027 :
  - o Communauté de Communes Pays de la Châtaigneraie : 12 384,92€ HT
  - o Communauté de Communes Pays de Fontenay-Vendée : 22 648,35€ HT
  - o Communauté de Communes Vendée Sèvre Autise : 12 250,48€ HT
- **DE SOLLICITER** une subvention de l'État à hauteur de 50 % du montant total des dépenses prévues (190 149,25 € HT), soit 95 074,63 €. Sachant que cette subvention viendra diminuer les montants maximums de subventions d'équipements versées par les EPCI membres du syndicat mixte tels précisés ci-dessus.
- **D'APPROUVER** les conventions jointes pour chacun des EPCI membres reprenant les éléments précités
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

## 7 - PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – PARTICIPATION AU FINANCEMENT VOLET « SANTÉ » - PROCÉDURE DE LABELLISATION

Le Président rapporte que l'article L. 827-9 du code général de la fonction publique prévoit que les collectivités territoriales et leurs établissements publics participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 introduit le caractère obligatoire de cette participation à la garantie santé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.



Cette participation peut intervenir au titre de contrats et règlements pour lesquels un label a été délivré dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du code des assurances.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement définit les garanties minimales des contrats destinés à couvrir les risques en matière de santé et fixe la participation minimale mensuelle de l'employeur, pour chaque agent, quelle que soit sa quotité de travail, à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros, soit 15 euros bruts minimum dans la limite du coût réel de la cotisation.

Le Président précise que chaque agent souhaitant bénéficier de cette participation doit remettre une attestation de sa mutuelle justifiant de la labellisation de son contrat chaque année.

VU le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 827-1 et suivants,

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU l'avis du comité social territorial du 15 septembre 2025,

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 38-25) :**

- **DE PARTICIPER** au financement des contrats individuels labellisés de protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur de 15 euros par mois et par agent plus 4 € par enfants à charge (même conditions que le supplément familial de traitement), quelle que soit la quotité de travail de l'agent. L'agent devra produire un justificatif de cette labellisation chaque année

#### **8 - ADHESION AU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES MIS EN PLACE PAR LE CENTRE DE GESTION**

Le Président expose :

Dans le respect du Code de la commande publique et après avoir recueilli les intentions des collectivités, le Centre de Gestion a lancé un marché en procédure avec négociation pour la mise en place d'un contrat groupe à adhésion facultative relatif à l'assurance des risques statutaires du personnel des collectivités territoriales et établissements publics de Vendée.

La Commission d'Appel d'Offre du Centre de Gestion, réunie le mardi 8 juillet 2025, a jugé l'offre de CNP ASSURANCES, économiquement viable et acceptable sur la base des critères d'attribution du marché, et a choisi de retenir cette offre.

Considérant que :

- la collectivité a donné mandat au Centre de Gestion en vue de la souscription au contrat groupe d'assurance,
  - la collectivité adhère au contrat groupe d'assurance en cours dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2025,
  - compte tenu des avantages d'une consultation groupée,
- il est proposé d'adhérer au contrat groupe d'assurance des risques statutaires mis en place par le Centre de Gestion.

Dans le cadre de la mise en place du nouveau contrat groupe d'assurance des risques statutaires pour la période 2026-2029, la collectivité devra adhérer via la plateforme en ligne mise en place par CNP-Assurances et signer la convention d'assistance et de gestion du Centre de Gestion.

Il est précisé le choix de couverture retenue par la collectivité et les bases de cotisation.

#### **1- Adhésion au contrat pour les agents affiliés à la CNRACL**

## Taux de cotisation

☐ **Taux de cotisation assureur de 4,99 %**, hors frais de gestion, pour l'ensemble des garanties :

- Maladie ordinaire avec une **franchise de 30 jours**,
- Longue maladie,
- Longue durée,
- Maternité, paternité, adoption,
- Congés d'Invalidité Temporaire Imputable au Service (accidents de travail et maladies professionnelles) **avec une franchise de 15 jours**,
- Décès.

☐ **Taux de frais de gestion du CDG 85 pour l'ensemble des garanties : 0,12 %.**

Les taux proposés sont garantis les trois premières années d'assurance (du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2028), sauf évolution réglementaire qui impacterait les garanties et prestations à verser. Cette garantie de taux est assortie d'une renonciation à résiliation les deux premières années du contrat.

## Assiette de cotisation de la collectivité

Le taux de cotisation s'applique à l'assiette de cotisation composée à minima du Traitement Brut Indiciaire (TBI).

La collectivité fait le choix de compléter son assiette de cotisation avec les éléments optionnels suivants :

- Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

### 1- Adhésion au contrat pour les agents affiliés à l'IRCANTEC

## Taux de cotisation

**Le taux de cotisation assureur est de 1,15 %**, hors frais de gestion, pour l'ensemble des garanties suivantes :

- Maladie ordinaire avec une franchise de 15 jours,
- Grave maladie,
- Maternité, paternité, adoption,
- Congés d'Invalidité Imputables au Service (accidents du travail et maladies professionnelles) sans franchise.

**Le taux de frais de gestion du CDG 85 est de 0,05 %** pour l'ensemble des garanties citées.

Les taux proposés sont garantis les trois premières années d'assurance (du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2028), sauf évolution réglementaire qui impacterait les garanties et prestations à verser. Cette garantie de taux est assortie d'une renonciation à résiliation les deux premières années du contrat.

## Assiette de cotisation de la collectivité

Le taux de cotisation s'applique à l'assiette de cotisation composée à minima du Traitement Brut Indiciaire (TBI).

La collectivité fait le choix de ne pas compléter son assiette de cotisation avec des éléments optionnels.

VU le code général de la Fonction publique,

VU le code général des Collectivités Territoriales,

VU le code des assurances,

VU le Code de la commande publique,

VU le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 85-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour établissements territoriaux,

VU la délibération n°38-24 de la collectivité donnant mandat au Centre de Gestion en vue de la souscription au contrat groupe d'assurance,

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 39-25) :**

- **D'APPROUVER** l'adhésion au contrat groupe d'assurance des risques statutaires mis en place par le Centre de Gestion et selon les modalités proposées ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** la signature de la convention d'assistance et de gestion du Centre de Gestion ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette affaire.

**9 - RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026**

VU les modalités d'élaboration, de vote et de contrôle du budget fixées par la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, complétés notamment par la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (loi ATR) et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

VU que ces dispositions sont reprises dans le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment dans l'article L.2312-1 stipulant :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. [...]

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. [...]

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus. » ;

CONSIDERANT que le rapport d'orientations budgétaires est joint en annexe de la présente délibération ;

CONSIDERANT que le rapport d'orientations budgétaires donne lieu à un débat et porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice considéré et les exercices suivants ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE COMITE SYNDICAL DECIDE A L'UNANIMITE (délibération 40-25) :**

- **DE PRENDRE ACTE** du débat sur le rapport d'orientations budgétaires pour 2026 tel que présenté en annexe à la délibération.

**10 – QUESTIONS DIVERSES**

Samuel TEMIN présente le document de la dernière réunion de l'InterSCot (joint).

M. DAVID interroge si des incohérences apparaissent sur les constations vis-à-vis de la réalité. Il est répondu que les observations remontées ont été présentées à l'InterSCoT. Un travail de vérification après ces corrections devra être fait.

M. BOUCHER insiste sur le fait qu'il soit nécessaire de faire appel à Samuel TEMIN pour venir comparer les éléments des communes et les données étatiques.

EN tout état de cause une remontée sera faite de manière coordonnée au sein des Maires.

## 11 – AGENDA

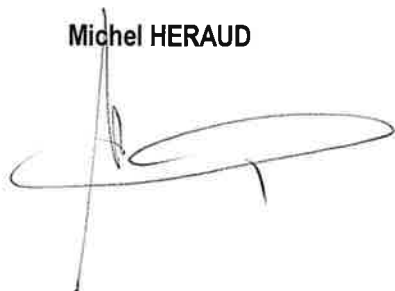
14/01/2026	Comité syndical : Budget 2026
	Bureau Syndical

L'ordre du jour étant épuisé à 15 h 45, la séance est levée.

Fait à Fontenay-le-Comte,  
Le 12 novembre 2025

Le secrétaire de séance

Michel HERAUD



Le Président

Yves-Marie BOUCHER

